


# ADMINISTRATION

## GRADES – RECONNAISSANCE / HOMOLOGATION DE GRADE ÉTRANGER



### Textes officiels 2019/2020

#### RECONNAISSANCE DES GRADES DÉLIVRÉS À L'ÉTRANGER HOMOLOGATION EN FRANCE DES GRADES DÉLIVRÉS À L'ÉTRANGER

La nature d'un grade dépend soit de sa reconnaissance soit de son homologation.

**A – Reconnaissance**  
La reconnaissance d'un grade permet à son titulaire de s'en prévaloir légalement sur le territoire français bien qu'il n'ait pas été délivré par la CSDGE.  
Un grade délivré à l'étranger par une Fédération affiliée à la Fédération Internationale de Judo Jujitsu (FIJ) peut faire l'objet d'une reconnaissance et dans certains cas d'une homologation par la CSDGE de la FFJDA.

Les étrangers, résidant en France et ayant obtenu leurs grades à l'étranger peuvent faire reconnaître leurs grades par la CSDGE. La reconnaissance sera automatique du 1er au 4e dan, s'il a été délivré par une fédération affiliée à la FIJ. À partir du 5e dan, une épreuve complémentaire pourra être demandée pour pouvoir valider le dan demandé.

**B- Homologation**  
L'homologation est une authentification du grade étranger, par la CSDGE, à l'identique d'un grade français.  
S'il est demandé une homologation d'un grade étranger, la CSDGE devra être saisie à cette fin. La CSDGE statuera sur chacun des cas.

**C- Passage de grade à l'étranger**  
Un Français désirant passer des grades à l'étranger doit, au préalable, demander l'autorisation à la CSDGE de la FFJDA.  
Un étranger résidant en France doit, pour passer ses grades à partir du 5ème dan en France, demander à sa Fédération nationale l'autorisation de passer le grade en France.

**D- Progression dans les grades**  
Les étrangers qui souhaiteraient poursuivre leur accession dans les grades et qui n'ont pas été homologués en France pourront soit continuer leur progression dans leur pays d'origine soit continuer en France, dans ce cas ils devront repasser leur dernier grade obtenu dans leur pays d'origine et devront également satisfaire aux conditions réglementaires de l'examen.  
Pour ceux qui sont homologués par la CSDGE, ils passeront dans les mêmes conditions que les ressortissants français mais devront présenter une autorisation de leur Fédération nationale pour se présenter à l'examen à partir du 5ème dan.

**E- Dépôt du dossier de demande de reconnaissance**  
(et le cas échéant homologation) de grade :  
Le formulaire de demande de Reconnaissance de Grade Étranger devra être déposé à la ligue dans laquelle il est licencié pour avis accompagné de toutes les pièces justificatives des grades étrangers délivrés. Ces pièces seront soumises à la validation de la Fédération qui a délivré le grade dans le pays où l'examen a été passé.

**Nota : Tout grade qui n'a pas fait l'objet d'une reconnaissance ou d'une homologation par la CSDGE de la FFJDA ne pourra permettre à son titulaire de s'en prévaloir sur le territoire français (conformément à l'article L212-5 du Code du sport : « Dans les disciplines sportives relevant des arts martiaux, nul ne peut se prévaloir d'un dan ou d'un grade équivalent sanctionnant les qualités sportives et les connaissances techniques et, le cas échéant, les performances en compétition s'il n'a pas été délivré par la commission spécialisée des dan et grades équivalents de la fédération délégataire ou, à défaut, de la fédération agréée consacrée exclusivement aux arts martiaux. »).**

### Applications de la Relation Grade-Championnat :

Sur les compétitions : le titulaire d'un grade qui a été obtenu à l'étranger et reconnu par la CSDGE peut participer de la même manière qu'un ressortissant français et dans les mêmes conditions telles qu'elles sont prévues par la réglementation (championnats et autres manifestations prévues par les Textes Officiels).

# ADMINISTRATION

Pour que la relation grade-championnat soit applicable pour le passage du grade supérieur, il faudra néanmoins que le grade qui a été reconnu soit a fortiori homologué par la CSDGE de la FFJDA.

Un grade, du premier au quatrième dan, passé à l'étranger dans un pays affilié à la FIJ, peut faire l'objet d'une homologation par la France.

Seule la CSDGE de la FFJDA décidera, au vu des pièces justificatives du bien-fondé, de cette homologation.